



IDÉES

POUR DEMAIN

PAR Yann Le Galès

Éloge et défense du libéralisme

La France est-elle la fille aînée de l'État ? Il est facile de le croire tant les responsables politiques et administratifs français vouent aux gémonies le marché et le libéralisme observe Nicolas Lecaussin qui publie *L'Obsession antilibérale française. Ses causes et ses conséquences*, aux Éditions Libréchange. « Pour de nombreux Français, le libéralisme est la cause de tous les maux de la planète et surtout de tous leurs malheurs », écrit le directeur de l'Institut de recherches économiques et fiscales (Iref).

Traquant les raisons de cette attitude partagée par la gauche et la droite, l'extrême gauche et le Front national, Nicolas Lecaussin en est arrivé à penser « qu'il existe chez les Français, peut-être dans leurs gènes, une forme d'antilibéralisme tenace ». La peur de la concurrence est l'une des explications possibles. Mais « il y a surtout en France une faiblesse malade pour les idées marxisantes ».

Il suffit de parcourir les manuels d'économie et les ouvrages scolaires pour en être convaincu. L'entreprise est présentée comme un lieu de conflits. Les entrepreneurs sont absents. L'État est le garant d'un avenir radieux. Les impôts ne sont pas « une contribution à la vie en société » mais un moyen de réduire les inégalités.

Cette « pathologie » est d'autant plus étonnante que la France ne brille pas par ses succès économiques. Elle est prisonnière depuis des années d'un taux de chômage plus élevé que celui de ses principaux voisins européens et que celui des États-Unis. Elle détient « le record du nombre de jeunes de 16 à 25 ans sans emploi ».

Ces chiffres montrent les limites du modèle social français au nom duquel les décideurs politiques justifient leur condamnation du libéralisme.

Leur combat, relayé par de nombreux intellectuels et experts, se fait également au



Nicolas Lecaussin, directeur de l'IREF. DR

nom de la défense des services publics dont la qualité serait menacée par le recul de l'État providence. Les exemples de plusieurs pays européens démontrent pourtant que miser sur l'autonomie et la concurrence permet d'obtenir de meilleurs résultats.

La Suède et les Pays-Bas sont mieux notés que la patrie de Jules Ferry dans les classements internationaux sur l'éducation. Les Pays-Bas et le Danemark la devancent dans le domaine de la santé.

Dénonçant l'équation libéralisme égale absence de redistribution sociale, le directeur de l'Iref souligne également que « les dépenses sociales sont plus élevées en Amérique, où l'on redistribue environ 5 % du PIB alors que la France ne redistribue "que" 2,7 % du PIB ».

Avocat d'une sortie « de l'étatisme et du culte des fauxsemblants », Nicolas Lecaussin constate que les politiques de droite et de gauche ayant appliqué des réformes libérales pour remettre leur pays en ordre de marche, ont été « reconduits au pouvoir ». Le Canada, la Grande-Bretagne, la Suède, l'Australie et la Nouvelle-Zélande en témoignent.

Un essai à lire d'urgence pour mieux comprendre pourquoi la France est incapable de se réformer.